
Dix questions à...

Nycole Turmel

chef de l'opposition officielle du Canada par intérim
d'août 2011 à mars 2012



Nycole Turmel a débuté sa carrière comme fonctionnaire au gouvernement fédéral en 1977. En 2000, elle est élue présidente de l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC). Alors qu'elle est retraitée depuis peu, elle devient le 2 mai 2011 députée pour le Nouveau Parti démocratique (NPD) dans la circonscription fédérale de Hull-Aylmer. Le 27 juillet 2011, elle remplace le chef du NPD, Jack Layton, qui souffre d'un cancer. Elle occupera cette fonction jusqu'au 24 mars 2012, au moment de l'élection du nouveau chef du NPD Thomas Mulcair.

1. Nycole Turmel, vous avez œuvré dans le milieu du syndicalisme pendant plusieurs années. Selon vous, comment se porte le syndicalisme aujourd'hui au Canada?

Présentement le syndicalisme au Canada connaît des difficultés pour deux raisons majeures. Premièrement, les lois actuelles donnent la possibilité aux employeurs [par l'entremise des gouvernements] de légiférer des retours obligatoires au travail. Ces mêmes gouvernements imposent des conditions de travail et des changements aux conventions collectives sans aucune négociation préalable. On fait fi du processus de négociation. La deuxième raison concerne les syndicats eux-mêmes. L'arrivée d'une nouvelle génération de travailleurs – qui n'ont jamais connu les grandes batailles syndicales, qui n'ont aucun sentiment d'appartenance à leurs syndicats, qui se demandent pourquoi ils doivent payer des cotisations syndicales et qui ne participent pas à la vie syndicale – est loin de faciliter les choses. De plus, les syndicats ont connu des crises internes qui ont miné leur crédibilité.

Le syndicalisme vit aussi une autre crise, celle liée à la mondialisation. On menace tout simplement les travailleurs. Si ces derniers ne sont pas d'accord avec les politiques de la compagnie, celle-ci ferme boutique et déménage ailleurs. Pensons ici à Walmart. Dans l'ensemble, le syndicalisme doit se redéfinir. Les syndicats doivent revoir leurs façons de faire les choses : ils devront adopter des approches différentes autant pour recruter que pour rejoindre leurs membres. Les syndicats doivent aussi éduquer les jeunes écoliers, leur expliquer l'histoire du syndicalisme et les grandes causes qu'ils défendent comme les droits des femmes, les droits de la personne et les droits des travailleurs.

2. Comment s'est effectué votre passage du syndicalisme à la politique?

Très bien. Si le syndicalisme requiert un engagement envers un certain groupe d'individus, la politique fédérale, quant à elle, concerne tous les citoyens et les citoyennes d'un pays. Par conséquent, la politique nous oblige à nous ouvrir au monde. La vision d'un politicien est différente de celle d'un syndicaliste. Mais l'expérience acquise dans ce milieu m'est très utile à tous les jours. Elle me permet de mieux comprendre les enjeux de toutes les couches de la société et de savoir de quelle façon doit se faire une négociation.

La vie nous amène parfois dans de drôles de directions. Lorsque j'ai quitté le syndicalisme, j'ai tenté de faire de la politique au niveau municipal, question d'être proche des gens, et j'ai perdu mes élections par 96 voix. Suite à cela, je me suis présentée comme députée fédérale et j'ai gagné mes élections. Avec le temps qui passe, je réalise que les choses se sont bien

déroulées pour moi. Je trouve que dans mon rôle de politicienne fédérale, il m'est quand même possible d'être près des gens tout en faisant beaucoup plus pour la société qu'au niveau municipal.

3. Est-ce que les médias devraient consacrer une place plus importante au syndicalisme?

Oui. Ils devraient s'intéresser beaucoup plus aux droits des travailleurs. Les journalistes doivent comprendre que lorsqu'il y a une bataille en faveur de l'équité salariale, lorsqu'on améliore les conditions de travail des femmes au gouvernement fédéral, on améliore en même temps le sort de toutes les femmes au Canada et parfois même à travers le monde. Je trouve déplorable que les journalistes soient incapables de saisir la signification de ces victoires.

Prenez l'exemple de la compagnie Electro-Motive Diesel de London en Ontario. Le syndicat de cette entreprise a toujours travaillé très fort pour ses membres pour obtenir de bons contrats de travail. Malheureusement les choses se sont détériorées. Les travailleurs qui gagnaient 30 \$ de l'heure se sont vu offrir des salaires réduits de moitié et une baisse de tous leurs congés. Finalement, cette entreprise a fermé boutique alors qu'elle avait profité au fil des ans de réductions de taux d'imposition accordées par le gouvernement fédéral. C'est regrettable de voir comment les grandes entreprises et la droite politique s'accordent pour faire baisser le niveau de vie des travailleurs. Je déplore que les journalistes n'abordent pas ces questions-là plus souvent.

4. Existe-t-il encore une gauche? On a l'impression que la gauche est absente des débats concernant nos choix de société.

Le NPD, parti de gauche, s'occupe des enjeux qui touchent les démunis et les travailleurs. Il tente par tous les moyens d'améliorer la création d'emplois. Oui, il y a encore une gauche au Canada mais cette gauche est divisée. Chacun tente d'améliorer les choses dans un domaine bien précis sans une perspective pancanadienne. Malheureusement, le gouvernement fédéral ne subventionne plus, comme il le faisait, les groupes à but non lucratif qui tentent de changer les choses avec une approche pancanadienne. Le gouvernement conservateur n'accorde des subventions qu'à des organismes qui partagent ses idées politiques.

5. Vous avez été membre du bureau de l'ombudsman de la Ville de Gatineau. Les affaires municipales sont d'une importance primordiale pour les résidents d'une ville. Comment expliquer le faible taux de participation aux élections municipales?

Vous avez raison, il y a un manque d'intérêt flagrant pour les élections municipales. Les citoyens vont directement voir le maire ou leur conseiller pour obtenir ce qu'ils veulent. Les élus travaillent d'abord et avant tout pour leur district. Cette façon de gérer les affaires municipales au Québec, particulièrement dans les villes où il n'y a pas de partis politiques, nuit au consensus et empêche les élus d'avoir une vision plus globale. C'est un peu paradoxal. Les villes ont un immense pouvoir politique. Elles gèrent au quotidien tout ce qui touche de près la vie de leurs résidents et pourtant la politique municipale se limite encore pour certains élus à défendre les intérêts de leur quartier. Je déplore cette façon de faire les choses. Il y a également un autre problème : celui des résidents d'une ville pour qui les affaires municipales se limitent au devant de leur maison. Tout ce qui les intéresse, c'est de savoir que leur rue sera déneigée tôt le matin lorsqu'il y a une tempête de neige. Donc tout ce qui touche la culture, la gestion des déchets, le traitement de l'eau, le logement social, l'aide aux démunis, le transport en commun ne fait pas partie de leurs priorités. Les élus municipaux devraient tout faire pour améliorer la participation des citoyens aux affaires municipales. Ceux qui ont une vision à long terme et qui sont en mesure de créer un climat qui incite à l'engagement partent avec une longueur d'avance.

6. Suite au décès de Jack Layton, le 22 août 2011, vous êtes devenue chef de l'opposition officielle du Canada. Comment gérez-vous vos communications?

J'ai une équipe extraordinaire. Suite au décès de M. Layton, l'équipe de communication s'est assurée de la continuité du leadership du NPD. Depuis le 22 août dernier, j'ai visité le Canada d'un bout à l'autre et mon équipe de communication a organisé des rencontres avec les membres des différentes communautés, les politiciens locaux et, bien entendu, avec les citoyens tout en accordant à ces événements une grande publicité.

Lorsque vous êtes chef d'un parti politique, vous devez avoir un excellent gestionnaire à votre service. Cette personne doit coordonner le travail et les rencontres que vous devez faire dans la journée. Lorsque j'ouvre mon BlackBerry le matin, j'ai l'horaire de la journée. Je n'ai à m'occuper de rien.

Quand on parle de communications et d'organisation, l'élément humain est d'une importance primordiale. Je suis très bien entourée par des professionnels qui ont à cœur l'avenir du NPD.

7. Les Québécois ont élu 59 députés du NPD lors des élections du 2 mai 2011. Il semblerait qu'une partie de ce succès soit due à l'apparition de Jack Layton à l'émission *Tout le monde en parle* diffusée sur les ondes de Radio-Canada. L'image est très importante en politique.

Il est vrai que les choses ont changé lorsque M. Layton a été invité à l'émission *Tout le monde en parle*. Mais l'image n'explique pas tout; il faut tenir compte du contexte. Au Québec, les électeurs n'étaient pas attirés par le Bloc québécois, le Parti libéral et le Parti conservateur pour toutes sortes de raisons. Les gens qui ont regardé l'émission ont vu chez M. Layton un chef qui savait les écouter, qui comprenait leurs problèmes et qui avait un plan pour améliorer le quotidien des Canadiens et des Canadiennes. Même chose lors du débat des chefs : les téléspectateurs ont réalisé que M. Layton était intègre dans sa façon de faire de la politique; il n'était pas là pour attaquer les autres politiciens mais bien pour proposer des changements intéressants pour le pays.

8. Le cynisme envers les politiciens est très élevé. Que faudrait-il faire pour amener plus de Canadiens à s'intéresser à la politique fédérale?

Ils ont raison d'être cyniques. Lorsqu'il y a des élections au Canada, les partis politiques promettent mer et monde. Une fois au pouvoir, ces fameuses promesses ne tiennent plus. Regardez ce qui est arrivé avec les libéraux lorsqu'ils étaient au pouvoir ou encore avec le gouvernement conservateur aujourd'hui. Ce gouvernement fait des choses qui n'ont jamais été présentées lors de la dernière campagne électorale. Alors les gens se disent : « On ne les a pas élus pour ça. » Je comprends le cynisme des citoyens. Si vous voulez que plus de Canadiens s'intéressent à la politique fédérale, il faut d'abord et avant tout écouter ce que les Canadiens ont à nous dire. Il faut parler au nom de ces Canadiens à la Chambre des communes. Il faut établir des contacts quotidiens avec la population, être constamment sur le terrain. Vous savez, le bon politicien sait soulever les passions.

9. Comment décririez-vous la politique de communication du gouvernement Harper?

M. Harper est entouré d'une grande équipe de communication. Apparemment, il aurait triplé son équipe de communication récemment. Ce gouvernement fonctionne avec des messages-clé qui sont vides de sens. Prenons un exemple avec la famille. Les conservateurs vont toujours vous dire qu'ils sont favorables aux politiques ayant trait à la famille. Le problème, c'est qu'ils ne veulent pas définir ce qu'ils entendent par le mot *famille*. Pour eux, la famille se limite à la famille traditionnelle alors que dans le monde d'aujourd'hui, on parle de familles élargies, de familles éclatées, de familles composées de deux hommes ou de deux femmes. Ils font comme si ces autres formes de famille n'existaient pas.

Aussi, les conservateurs sont prêts à tout pour mettre en place des réformes qui leur tiennent à cœur. Ce faisant, ils n'hésitent pas à trafiquer la réalité pour ne retenir que les faits qui correspondent à leur idéologie. Prenez l'exemple de la criminalité au Canada. Plutôt que d'expliquer aux gens que la criminalité a baissé au pays et qu'il faudrait axer nos efforts du côté de la prévention, eux préfèrent mettre l'argent des Canadiens dans les prisons.

Lorsque l'on regarde de plus près leurs stratégies de communication, on constate qu'il y a très peu de place pour améliorer la vie des Canadiens et des Canadiennes. Les efforts des conservateurs portent uniquement sur des projets à court terme sans envergure politique. Des exemples : le registre des armes à feu, les sables bitumineux et la protection de l'environnement pour ne citer que ceux-là. Oui, les conservateurs ont une très bonne équipe de communication. Malheureusement, les priorités de cette équipe sont différentes de celles de la majorité des Canadiens.

10. Comment pourrait-on améliorer le fonctionnement de la démocratie au Canada?

Une seule chose : la participation des citoyens et des citoyennes à la vie politique. Cette participation est essentielle et doit se faire à tous les jours autant au niveau politique qu'au niveau social.

Il faut éviter de penser qu'on ne peut rien faire. Plusieurs personnes se disent malheureusement que les conservateurs sont au pouvoir, que c'est un fait qu'on ne peut pas changer et que nous devons donc attendre les prochaines élections pour élire un autre gouvernement. Cette attitude n'est pas la bonne. Il ne faut pas hésiter à s'impliquer dans la

vie politique, à questionner et à protester. C'est possible de faire changer les choses avant les prochaines élections.

Merci Nycole Turmel!

Propos recueillis par Marie Gélinas, le 23 février 2012, à Gatineau.